

Les subsides

Ayant dit tout cela au nom de ceux d'entre nous qui étaient présents, qu'ils aient ou non pris la parole, j'aimerais faire quelques observations sur ce projet de loi. J'espère que, cette fois, le NPD ne s'opposera pas à ce que je parle puisque qu'il est évidemment du devoir des députés qui représentent des régions agricoles de parler sur les mesures législatives importantes pour les agriculteurs. C'est pourquoi j'ai choisi de prendre la parole cet après-midi.

Le projet de loi que nous étudions aujourd'hui, comme mes collègues d'Algoma et de Winnipeg-Nord-Centre l'ont fait remarquer, a été présenté à la Chambre assez tard. Puisqu'il s'agit d'un projet de loi concernant l'agriculture, je crois pouvoir assurer le ministre et le gouvernement que tous les partis l'appuient. Cependant, le gouvernement ne devrait pas prendre l'habitude d'abuser de la générosité et de l'esprit de coopération caractéristiques de l'opposition. Bien que nous formions l'opposition, nous sommes toujours prêts à être aussi utiles que possible au gouvernement. Celui-ci ne devrait pas abuser de nos bonnes dispositions en nous présentant des projets de loi qui nécessitent un consentement unanime de la Chambre parce que nous n'en avons pas été saisis dans les délais prescrits. Je le répète, l'opposition est toujours prête à coopérer au bon gouvernement du pays.

● (1520)

M. Hawkes: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Très peu de députés ont participé à la réunion des leaders parlementaires. C'est pour faciliter les choses aux députés de l'opposition que nous avons arrêté notre choix sur la date d'aujourd'hui. Il a été question de beaucoup d'autres dates, dont certaines la semaine dernière, mais quelques personnes avaient des engagements antérieurs à respecter. En fait, le gouvernement a présenté le Budget des dépenses il y a déjà quelques temps et le projet de loi y donne effet. C'est une manière de faire parfaitement normale et fréquemment suivie à la Chambre.

Il faut préciser bien clairement que le gouvernement a voulu être obligeant pour l'opposition en choisissant de tenir ce débat aujourd'hui. Le gouvernement a respecté ses obligations en présentant ce projet de loi au moment opportun et selon la procédure indiquée en l'occurrence.

M. Boudria: Monsieur le Président, je me demande quel article motive ce rappel au Règlement. De toute évidence, aucun.

Je vais poursuivre mes observations. De façon générale, l'opposition s'est montrée disposée à collaborer pour aider les agriculteurs. Bien que je sois en faveur de cette mesure, je dois dire qu'elle ne résout pas le problème du financement agricole. Elle permet de venir un tout petit peu en aide aux agriculteurs vraiment en difficultés. De nombreux Canadiens estiment que les problèmes actuels du secteur agricole ne vont pas disparaître comme par enchantement. Coïncidence étrange, ils existent presque depuis le début du mandat du gouvernement actuel.

Les difficultés actuelles du secteur agricole sont dues en grande partie aux pratiques abusives du gouvernement américain et à son *Farm Bill*, cette mesure abominable qu'ils ont

adoptée dans le but, et tous les Canadiens le savent, de faire baisser le prix de nos denrées agricoles. Ce projet de loi a été adopté par le Congrès américain et entériné par le président des États-Unis au beau milieu des négociations sur le libre-échange avec notre gouvernement. Les États-Unis ont alloué environ 70 milliards de dollars américains pour nous enlever nos marchés. Toutefois, il ne sert à rien d'adopter une position complètement sectaire à ce sujet, même si le gouvernement a semé la pagaille à ce propos comme dans d'autres domaines.

Je voudrais citer certains articles de journaux, par exemple celui qui est paru le 26 décembre 1987 dans le *Globe and Mail* sous le titre «Paradoxe: Les agriculteurs font faillite lorsque la conjoncture est bonne». Cet article, qui traite de la situation des agriculteurs au cours de l'année 1987 rapporte une déclaration d'un fonctionnaire du ministère de l'Agriculture dont voici un extrait:

«Il semble y avoir un paradoxe», a déclaré Brian Perkins en présentant toute une série de preuves déroutantes sur le secteur.

L'article se poursuit ainsi:

En sa qualité de directeur général à la Direction générale des politiques du ministère fédéral de l'Agriculture, il s'emploie depuis longtemps, avec son équipe, à essayer de concilier les deux points de vue opposés et ses conclusions montrent la complexité des entreprises agricoles.

Prenons le premier voulant que les agriculteurs soient à l'aise.

Bien sûr, nous savons que c'est erroné. Si les agriculteurs donnent parfois l'impression d'être à l'aise, c'est seulement parce qu'ils ont besoin pour leur exploitation d'avoir beaucoup de biens. Or, souvent, ils ont dû emprunter pour en acheter une bonne partie. Toutefois, même les agriculteurs qui n'ont pas beaucoup acheté à crédit ont peu de revenus. Ainsi il faut pouvoir disposer de beaucoup de biens pour un rendement médiocre, ce qui a engendré certains des problèmes que connaît actuellement le monde agricole.

Un autre article intitulé «Les céréaliers sont contents de voir 1987 se terminer» est paru dans le *Edmonton Journal*. Darlene Rude de la Presse canadienne y relate l'interview d'un certain Harvey McEwen, un agriculteur saskatchewanais de 35 ans. Voici ce qu'il a déclaré:

«Je suis heureux que l'année soit terminée», a-t-il déclaré dans sa ferme de 400 hectares à une heure au sud-est de Regina, où il cultive du blé, du colza et où il élève quelques têtes de bétail.

Alors que les éleveurs ont connu une autre année prospère, les céréaliers comme McEwen n'avaient guère lieu de se réjouir en cette fin d'année puisque les prix ont continué à fléchir après une baisse de 25 p. 100 au cours de l'été.

Ce glissement à la baisse a été causé en grande partie par le *Farm Bill* des États-Unis. Cette loi a créé des pressions à la baisse sur les prix du secteur agricole.

Selon M. Wayne Easter de la *National Farmers Union* les 1,1 milliard de dollars versés aux producteurs de céréales et d'oléagineux n'ont pas été suffisants. Je vais citer un extrait d'un article qui rapporte les propos de M. Easter:

M. Wayne Easter, qui prononçait une allocution sur le libre-échange mercredi à Prince Albert, a déclaré que le paiement, dont le premier ministre Brian Mulroney a fait l'annonce plus tôt cette semaine, aurait dû se chiffrer au moins à 2,6 milliards de dollars pour que le secteur agricole conserve sa part des marchés mondiaux.

«C'est un placement pour l'avenir», a-t-il déclaré.